



Société 



Institut Diderot

Dominique de Villepin livre ses réflexions sur l'avenir de la paix

Paris, mai 2017

L'Institut Diderot, et ses représentants Messieurs Jean-Claude Seys, président, et Dominique Lecourt, directeur général, ont invité l'ancien Premier ministre, et ancien ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin à livrer ses réflexions sur la politique étrangère de la France. Ce dernier a développé, à l'occasion d'un débat sur « L'avenir de la Paix », une analyse des principales crises de notre temps, ainsi que des propositions pour parvenir à instaurer plus de dialogue et de stabilité dans un monde incertain.

Présentation de l'invité

par Jean-Claude Seys, président de l'Institut Diderot

Mesdames et Messieurs les sénateurs et députés, Mesdames et Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les présidents et directeurs, chers Amis, Monsieur le Premier ministre,

Nous avons été dans l'obligation de refuser, ce matin, plus de 70 personnes, faute de places.

Je sais que votre dernier livre « *Mémoire de paix pour temps de guerre* » suscite l'intérêt depuis sa publication et que vos analyses et vos positions sont attendues.

Il me revient le privilège de vous accueillir et de vous présenter à l'auditoire.

Homme d'État, diplomate, écrivain, avocat, historien, vous êtes un fin connaisseur de l'histoire de France.

Secrétaire général de la présidence de la République, ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Intérieur, Premier ministre. (2005-2007)...

À ce dernier titre, vous aviez réussi à contenir l'endettement public. La chose est assez rare pour être saluée. J'ajoute que la croissance était en hausse et que le chômage connaissait donc une baisse continue.

La chose est assez exceptionnelle pour qu'on y insiste.

Nous connaissons votre position sur la « *guerre contre le terrorisme* ».

Personne n'oubliera votre discours au Conseil de sécurité des Nations unies, le 14 février 2003.

Souvenez-vous.

Hans Blix, responsable des inspecteurs de l'ONU vient de remettre son nouveau rapport sur les armes de destruction massive en Irak.

Il préconise de nouvelles inspections.



Au Conseil de sécurité de l'ONU, Colin Powell, secrétaire d'État américain, affirme que Saddam Hussein ne joue pas le jeu des inspections.

Pire, il « *triche* » avec l'ONU.

De son côté, la France souhaite que les inspections se poursuivent en Irak.

Et c'est à travers le vibrant plaidoyer de son ministre des Affaires étrangères que la France fait entendre son opposition à la guerre.

« *Absurde* », « *Dangereuse* », « *une telle intervention pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région* », aviez-vous dit alors.

Fait rare dans l'enceinte de l'ONU, vous y serez applaudi.

La seconde guerre d'Irak débutera un mois plus tard, le 19 mars 2003, déclenchée par les États-Unis alliés à la Grande-Bretagne, sans l'aval des Nations unies.

Hélas, deux fois hélas... Votre prophétie s'est

malheureusement réalisée.

Nous en payons le prix.

Nous voyons le résultat de cette guerre absurde et dangereuse jusqu'au cœur de notre capitale.

Ce discours visionnaire est rentré dans les livres d'histoire.

Dans l'histoire d'un vieux pays de cette vieille Europe.

Beaucoup de nos alliés, et même, de nos contradicteurs, s'en rappellent.

Je me devais de le rappeler, en ces temps troublés, et suis donc doublement heureux d'accueillir un homme qui nous propose un vade-mecum pour la paix.

Vos réflexions sur les moyens diplomatiques à mettre en œuvre pour favoriser un monde pacifié sont attendues.

Permettez-vous de passer la parole au Professeur Lecourt, afin qu'il introduise nos échanges avant de vous laisser la parole.



||||| Société

Avant-Propos

par le Professeur Dominique Lecourt,
directeur général de l'Institut Diderot

Monsieur le Premier ministre,
Nous nous interrogeons
méthodiquement depuis plusieurs
années, sur ce que pourra être
notre avenir.

Comment le cacher ? C'est aujourd'hui
l'inquiétude qui l'emporte.

Le sentiment d'un grave péril s'aggrave de jour
en jour. Les conflits se multiplient.

Depuis les années 1990, les bases de nos
grands États ont été sapées.

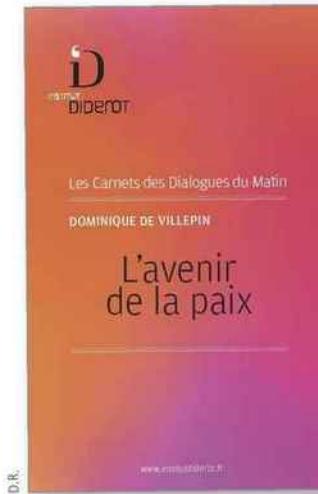
À la fin de la guerre froide, nous étions
convaincus qu'en définitive s'ouvrirait une
époque de paix, voire, pour les plus optimistes,
une période de prospérité.

Au lieu de quoi, comme vous le soulignez avec
éclat, nous nous retrouvons dans un temps
de guerre ! Le désir de guerre se manifeste
au grand jour au cœur même des puissances
occidentales.

Et vous montrez que le risque d'un conflit
majeur n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui.

La nouveauté de ce risque tient sans doute,
pour l'essentiel, à l'impact de la révolution
technologique que nous vivons.

Elle refaçonne notre monde en le soumettant à
une connectivité généralisée.



Elle démultiplie les relations entre individus.

Elle apporte aussi à des groupes une force
d'obstruction susceptible de bloquer ou
contourner l'action politique.

Par leur activité, elle joint ses forces à celles
des religions qui connaissent un regain
inattendu.

L'art de gouverner devient de plus en plus
difficile.

Les États et les grandes organisations
se trouvent maintenant exposés à la
désobéissance et aux protestations parfois

violentes d'individus regroupés.

D'aucuns parlent même d'une faillite de l'État.

Il se dit maintenant que nous serions ainsi
entrés dans l'ère de la « post-vérité ».

Ou de la politique « post-factuelle ».

Ce qui ouvre la voie à toutes les manipulations,
y compris boursières, comme nous l'avons vu
avec l'affaire Vinci en novembre dernier.

Cela n'a rien de vraiment nouveau.

Rappelez-vous l'épisode de Rothschild à la
Bourse de Londres en 1815.

En manipulant l'information sur le déroulement
de la bataille de Waterloo, en l'espace de
quelques heures, sa fortune avait été multipliée
par plus de vingt.

Des efforts séculaires avaient permis à l'Occident
de concevoir et pratiquer une politique rationnelle
orientée par « l'esprit de paix ».

L'esprit critique est indispensable à son
développement. Et c'est lui que menacent,
« post-vérité » et « post factuality ».

Prenons garde aux envoûtements de l'émotion
qui tend à s'installer.

La politique ne peut sans grave danger leur
être soumise.

Merci, Monsieur le Premier ministre de nous avoir
apporté cette immense étude et cette profonde
réflexion sur l'état de ce monde dangereux.

Chacun, je l'espère, y trouvera les arguments
d'un nouveau « tonus rationaliste », selon le
mot de Gaston Bachelard.

Introduction

« L'avenir de la paix »

par Dominique de Villepin, ancien Premier ministre

Parler de la paix à l'heure actuelle, alors
que c'est le bruit de la guerre qui
domine, peut paraître audacieux. Les
champs de bataille réels ou potentiels
semblent se multiplier. On le voit aussi bien en
Mer de Chine, en Corée du Nord, qu'en Irak, en
Syrie, au Yémen ou encore en Europe orientale.
En Europe, nous sommes cernés, aujourd'hui,
par un arc de crises presque sur l'ensemble de
nos frontières : en Ukraine, en Turquie avec le
durcissement du régime, en Méditerranée ou
au Moyen-Orient avec la crise des migrants.
Ma conviction, c'est que la paix n'est plus une
évidence, mais plus que jamais un travail, un
programme, une mission.

J'ai récemment essayé de prendre au sérieux ce
second danger et de proposer des pistes en vue
de le désamorcer¹. Le basculement indéniable
de notre monde, qui aboutit actuellement à une
situation de désordre, nourrit ce que j'appelle

« l'esprit de guerre », dont je soutiens qu'il est
actuellement en train de gagner du terrain. Face
à la montée de cet esprit de guerre, je voudrais
présenter les principes qui, selon moi, devraient
orienter notre diplomatie et transformer ses
pratiques, en vue de défendre et de promouvoir
la paix.

Le danger est d'autant plus grand que ce climat
de confrontation des puissances se double
d'une crise de nos démocraties, comme en
témoignent le Brexit, l'élection de Donald Trump
et l'incertitude sans précédent de l'élection
présidentielle française.

La réalité historique à laquelle nous devons
faire face, c'est celle du basculement du
monde. Il n'est nul besoin de disserter
longtemps sur le caractère instable, incertain et
dangereux de notre monde. Tout récemment, la
Corée du Nord a lancé de nouveaux missiles ;
leurs voisins du Sud, de leur côté, mettent
en place le système THAAD avec l'aide des
États-Unis. Mais la montée des tensions
concerne aussi l'Europe. L'Europe de l'Est est
en proie à l'augmentation considérable de
ses budgets militaires, tandis qu'on observe

des déploiements de forces en Roumanie, en
Pologne et à Kaliningrad.

Nous vivons, en réalité, la fin de la période
qui s'est ouverte en 1989, avec la chute de
l'URSS. Un modèle unique, le nôtre, celui de la
démocratie libérale, devait s'imposer sur toute la
planète. Or, ce qui caractérise la période actuelle
est un basculement, sur les plans géopolitique,
idéologique et économique, de ce monde né de
la fin de la guerre froide.

Le basculement géopolitique de notre monde
est d'abord une désoccidentalisation : l'Occident
perd son monopole et doit désormais partager
ses pouvoirs avec d'autres régions du monde.
De nouveaux pôles de puissance resurgissent
ou émergent, notamment avec le rôle croissant
de la Chine aujourd'hui. La place relative de
l'Europe en termes d'investissements directs
s'effrite peu à peu. Les instruments d'influence
tels que le cinéma ou l'enseignement supérieur
ne sont plus exclusivement occidentaux. La
nouvelle multipolarité qui met fin à vingt-cinq ans
d'unipolarité fait bouger les plaques tectoniques.
Deux exemples l'illustrent, qui ne manquent pas
de stupéfier la plupart des observateurs :

¹) Dominique de Villepin, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, Paris, Grasset, 2016.